CICR

Genève / Niamey (CICR) – La situation humanitaire dans le **nord du Mali** est de plus en plus critique, en particulier pour les dizaines de milliers de personnes déplacées par les **combats** depuis mi-janvier. L'insécurité et la confusion qui prévalent depuis quelques jours ont touché de nombreuses infrastructures essentielles pour la population, notamment des **centres de santé** et des **hôpitaux**, ainsi que plusieurs organisations humanitaires dont le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Gao et, dans une moindre mesure, à **Tombouctou**.

« Les populations, aussi frappées par la crise alimentaire qui perdure dans l'ensemble du Sahel, se retrouvent dépourvues d'accès aux soins de santé et à l'aide alimentaire », explique Boris Michel, chef des opérations du CICR pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest. « Il est capital de pouvoir répondre dès que possible aux besoins humanitaires qui vont sans doute encore augmenter dans les jours et les semaines qui viennent. »

À la suite du pillage de ses entrepôts et du vol de biens professionnels et personnels le 1er avril à Gao, le CICR s'est vu forcé de réduire temporairement sa présence dans le nord du Mali. Son personnel international a ainsi été transféré à Niamey, au Niger, il y a deux jours. « Cependant, nous maintenons des équipes à Gao ainsi qu'à Tombouctou, dont le chef de notre bureau pour le nord Mali », précise M. Michel. « Nous restons également présents et actifs à Bamako. »

« De nombreux porteurs d'armes sont présents dans les villes et villages de la région. Il est impératif de pouvoir établir ou rétablir un dialogue avec eux », poursuit M. Michel. Le rôle strictement humanitaire, neutre et impartial du CICR doit être accepté par tous. Notre personnel, nos infrastructures, véhicules et biens, tous indispensables à l'assistance aux victimes, doivent aussi être respectés. »

Jusqu'à la semaine dernière, dans le nord du Mali le CICR et la Croix-Rouge malienne ont pu distribuer des vivres et des articles essentiels à près de 40 000 personnes déplacées par les violences, et fournir une assistance en céréales à 73 000 personnes touchées par la crise alimentaire.

Conséquence de l'interruption abrupte de ces distributions et de la dégradation de la situation humanitaire, des dizaines de milliers d'autres personnes ont un besoin urgent d'assistance. Enfin, il est également important de pouvoir reprendre les visites aux détenus et porter assistance aux blessés.